



# Profils de financement DES PETITES ENTREPRISES

Programme de recherche sur le  
financement des PME

septembre 2007

## Les petites et moyennes entreprises de l'Ontario

Allan Riding, Université d'Ottawa  
Barbara Orser, Université d'Ottawa

*En Ontario, 97 % des entreprises sont de taille petite ou moyenne<sup>1</sup>. Non seulement les PME sont d'importants moteurs de la création d'emplois et de la croissance économique, mais en outre, elles contribuent fortement à la productivité, puisqu'elles ont dépassé à ce chapitre les grandes entreprises au cours des 10 dernières années<sup>2</sup>. L'accès au financement est crucial si les PME veulent se développer et prendre de l'expansion. Le présent article, qui utilise les données du Programme de recherche sur le financement des PME, donne un aperçu des caractéristiques des PME de l'Ontario et compare l'activité en matière de financement entre l'entreprise moyenne de cette province et l'entreprise canadienne moyenne.*

**Sommaire des principaux résultats :** *Dans l'ensemble, le mode de financement des PME de l'Ontario est similaire à celui des autres entreprises canadiennes. Les PME de l'Ontario et du Canada sont petites, comptant généralement quatre employés ou moins et les banques à charte constituent les principaux établissements de financement par emprunt des PME. Par rapport aux entreprises des autres régions, les entreprises de l'Ontario sont légèrement plus axées sur la croissance et plus susceptibles d'effectuer beaucoup de recherche-développement (R-D). Elles sont également relativement plus nombreuses dans l'industrie du savoir. À l'instar de nombreuses PME canadiennes, les PME ontariennes ont recours à des sources informelles de financement, comme les économies personnelles et le crédit personnel. Si peu de PME se tournent vers le capital de risque, cette source de financement n'en demeure pas moins importante pour les PME à forte croissance et axées sur la technologie. La proportion d'entreprises ontariennes ayant recours au capital de risque correspond à la place qu'elles occupent dans l'industrie du savoir de la province.*

### Définitions

Pour les besoins de la présente analyse, les petites et moyennes entreprises (PME) sont les exploitations commerciales (à but lucratif) comptant moins de 500 employés et ayant des revenus annuels inférieurs à 50 millions de dollars.

Cette définition exclut les organismes à but non lucratif, les organismes publics, les établissements d'enseignement, les hôpitaux, les filiales, les coopératives ainsi que les sociétés de financement et de contrat de location-acquisition.

La présente analyse compare le profil et l'activité en matière de financement des PME de l'Ontario avec les moyennes nationales.

## CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

### CONTEXTE POUR LES PME DE L'ONTARIO

L'économie ontarienne est la principale économie régionale du pays, puisqu'elle représentait 40 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2004. L'activité commerciale de la province se concentre en grande partie dans le secteur de la fabrication de matériel et d'automobiles, et l'Ontario est à l'origine de 60 % de l'ensemble des exportations de produits manufacturés du Canada. Selon l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, réalisée en 2004 par Statistique Canada, on compte

<sup>1</sup> Statistique Canada. *Registre des entreprises*, décembre 2004.

<sup>2</sup> RBC Groupe financier. « Les petites entreprises en tête des gains de productivité au Canada », octobre 2006.  
[www.rbc.com/nouvelles/20061030smallbiz.html](http://www.rbc.com/nouvelles/20061030smallbiz.html).

environ 1,4 million de petites et moyennes entreprises commerciales (à but lucratif) au Canada, dont environ 36 % exercent leurs activités en Ontario, soit le même taux que la proportion de population canadienne qui vivait dans cette province en 2004 (39 %).

Le tableau 1 présente la répartition de la population et des PME ainsi que la part du PIB canadien, selon la région.

**Tableau 1**  
Répartition des PME, du produit intérieur brut (PIB) et de la population au Canada, selon la région, 2004

Région	Part des PME	Part du PIB	Part de la population
	(% Canada)		
Provinces de l'Atlantique	6	6	7
Québec	22	20	24
Ontario	36	40	39
Provinces des Prairies	22	21	17
Colombie-Britannique	15	12	13
Territoires	<1	<1	<1
<b>Total pour le Canada</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Statistique Canada. CANSIM, tableau 051-0001, Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe pour le Canada, les provinces et les territoires.

Statistique Canada. CANSIM, tableau 384-0002, Produit intérieur brut, en termes de dépenses, comptes économiques provinciaux.

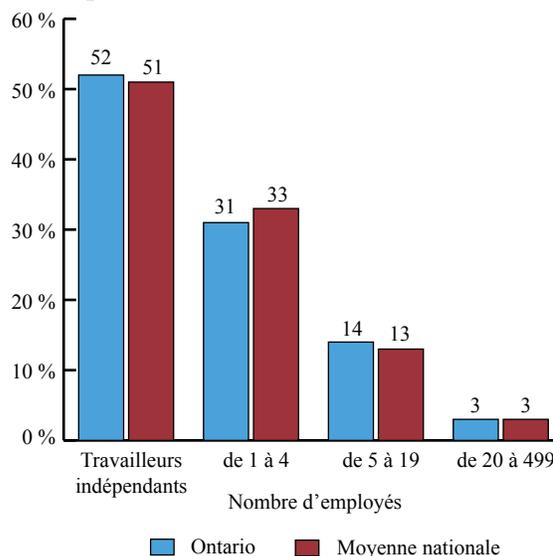
Le taux de création d'entreprises en Ontario est légèrement inférieur à la moyenne nationale, avec 68,6 établissements pour 1 000 habitants par rapport à 71,5 établissements pour 1 000 habitants dans l'ensemble du pays.

La répartition par âge des PME en Ontario était similaire à la moyenne nationale. Environ 10 % des entreprises de cette province ont commencé à vendre des produits et des services entre 2002 et 2004, comparativement à 11,2 % pour l'ensemble des entreprises canadiennes.

## PRÉONDÉRANCE DES PETITES ENTREPRISES EN ONTARIO

La taille de l'entreprise constitue un aspect important du financement des PME. Les moyennes et grandes entreprises cherchent habituellement davantage que les petites à obtenir du financement externe. Par ailleurs, on pense généralement que les petites entreprises sont moins aptes que les grandes à obtenir du financement et qu'elles se tournent davantage vers des sources informelles de capital, entre autres les finances personnelles. La figure 1, qui compare la répartition des PME de l'Ontario selon la taille avec la moyenne nationale, montre que les PME de cette province sont principalement des petites entreprises, 97 % d'entre elles employant moins de 20 personnes. Ce taux est semblable à la moyenne nationale. Les entreprises appartenant à des travailleurs indépendants occupent une place prépondérante parmi les entreprises ontariennes puisqu'elles représentent plus de la moitié des PME. Or, les travailleurs indépendants représentent 11,4 % de l'ensemble des travailleurs de la province, la moyenne nationale étant de 11,9 %<sup>3</sup>.

**Figure 1**  
Répartition des PME de l'Ontario selon la taille de l'entreprise, 2004

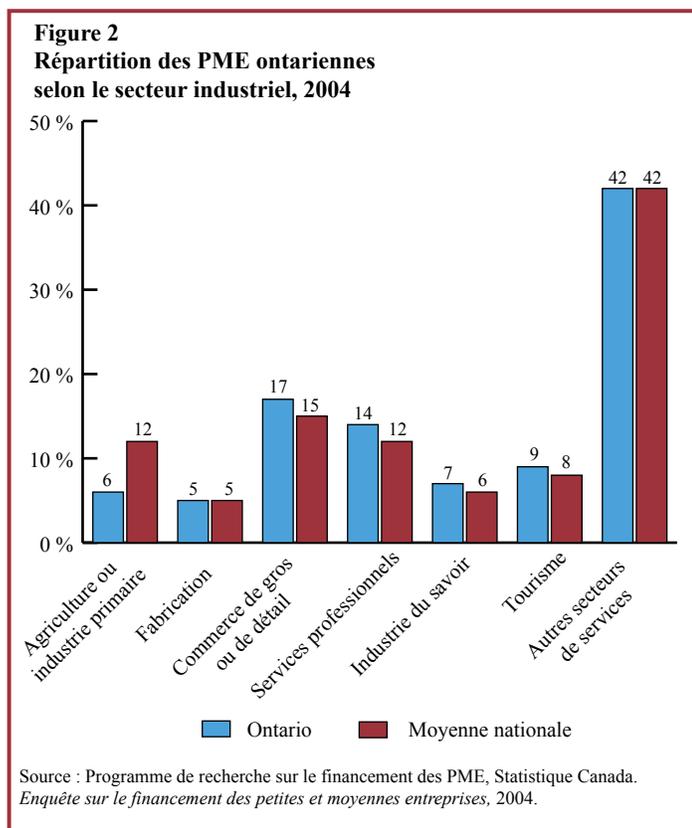


Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

<sup>3</sup> Statistique Canada. *Enquête sur la population active*. [www40.statcan.ca/102/cst01/labr66a\\_f.htm](http://www40.statcan.ca/102/cst01/labr66a_f.htm).

## RÉPARTITION DES PME DE L'ONTARIO SELON LE SECTEUR INDUSTRIEL

Le secteur industriel constitue également un important déterminant des besoins des PME en capitaux et de leur accès à ces capitaux. La figure 2 compare la répartition des PME ontariennes selon le secteur avec la répartition moyenne nationale. Les PME de l'Ontario évoluent dans tous les grands secteurs industriels et la province compte relativement plus d'entreprises dans les secteurs de la vente en gros et au détail, des services professionnels, du tourisme et de l'industrie du savoir<sup>4</sup>. Avec 7 % de ses entreprises appartenant à l'industrie du savoir, l'Ontario se classe au premier rang au Canada, suivi de la Colombie-Britannique (6 %) et des Prairies et du Québec (5 % respectivement). Conformément à la proportion élevée de sa population vivant en région urbaine, l'Ontario compte relativement moins d'entreprises dans les secteurs agricole et primaire.



## CARACTÉRISTIQUES DES PROPRIÉTAIRES DE PME DE L'ONTARIO

Au tableau 2, on compare avec les moyennes nationales le profil des propriétaires majoritaires des PME de l'Ontario. Comme le montrent les données, le profil des propriétaires de PME de la province concorde en grande partie avec la moyenne nationale. Comme on pouvait s'y attendre, les propriétaires de PME de l'Ontario sont en grande partie anglophones (78 %), mais la proportion de propriétaires parlant une langue autre que l'anglais ou le français (19 %) est bien supérieure à la moyenne nationale de 14 %, ce qui situe la province au deuxième rang après la Colombie-Britannique.

## CROISSANCE ET INNOVATION DES ENTREPRISES DE L'ONTARIO

Environ 42 % des propriétaires de PME de l'Ontario avaient l'intention de prendre de l'expansion au cours des deux prochaines années, comparativement à 39 % à l'échelle nationale. Avant d'élaborer une stratégie de croissance, il faut mettre au jour les moteurs de la croissance et les obstacles à celle-ci. Les entreprises du pays ont signalé que la productivité, la commercialisation, la planification de la relève et l'accès au financement sont les principaux facteurs de la réussite commerciale. L'exportation constitue une stratégie de croissance, et 8 % des PME ontariennes et de l'ensemble des PME canadiennes ont exporté des produits ou des services à l'étranger en 2004.

Un autre moyen d'assurer la prospérité de l'entreprise consiste à innover. Compte tenu de la proportion relativement élevée d'entreprises du savoir présentes dans la province, il n'est pas surprenant que les entreprises ontariennes aient dans l'ensemble été plus susceptibles d'investir dans la recherche-développement (R-D). Entre 2002 et 2004, les entreprises de l'Ontario, toutes tailles confondues, ont consacré plus de 29 milliards de dollars à la R-D, ce qui représente plus de la moitié des dépenses en R-D dans la province (voir la figure 3).

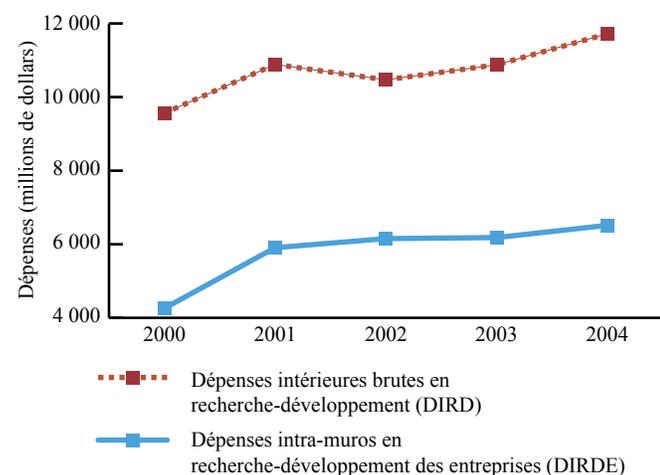
<sup>4</sup> La définition de l'expression « entreprise de l'industrie du savoir » s'inspire des catégories d'industries du domaine des sciences et de la technologie établies par Industrie Canada et de celles considérées comme étant « à forte concentration de savoir » d'après les mesures de l'activité de recherche-développement.

**Tableau 2**  
**Profil des entrepreneurs, comparaison entre l'Ontario et le Canada, 2004**

Entrepreneurs ontariens	Caractéristiques	Moyenne nationale
Femmes (16 %), hommes (64 %), partenariats mixtes (20 %)	<b>Sexe</b>	Femmes (16 %), hommes (64 %), partenariats mixtes (20 %)
Minorités visibles (10 %), personnes handicapées (4 %), nouveaux immigrants (1 %)	<b>Appartenance à une minorité</b>	Minorités visibles (7 %), personnes handicapées (4 %), nouveaux immigrants (1 %)
Moins de 30 ans (2 %), entre 30 et 64 ans (86 %), 65 ans ou plus (11 %)	<b>Âge</b>	Moins de 30 ans (3 %), entre 30 et 64 ans (87 %), 65 ans ou plus (10 %)
Anglais (78 %), français (3 %), autres langues (19 %)	<b>Langue maternelle</b>	Anglais (67 %), français (19 %), autres langues (14 %)
Moins de 5 ans (13 %), entre 5 et 10 ans (21 %), plus de 10 ans (66 %)	<b>Expérience en gestion</b>	Moins de 5 ans (12 %), entre 5 et 10 ans (19 %), plus de 10 ans (69 %)
Milieu urbain (83 %), milieu rural (17 %)	<b>Emplacement</b>	Milieu urbain (72 %), milieu rural (28 %)
Entreprises exportatrices (8 %)	<b>Activité d'exportation</b>	Entreprises exportatrices (8 %)

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

**Figure 3**  
**Dépenses au titre de la recherche-développement en Ontario, de 2000 à 2004**



Source : Statistique Canada. CANSIM, tableau 358-0001 et n° de catalogue 88F0006XIF, Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement.

Dans le cadre de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2004, 34 % des PME ontariennes ont dit avoir investi dans la R-D en 2004, par rapport à la moyenne nationale de 29 %. De plus, les dépenses des entreprises ontariennes en

R-D représentaient 52 % du total national, celles des entreprises du Québec, 30 %, et celles de la Colombie-Britannique, moins de 10 %. Plus de 5 % des PME de l'Ontario étaient particulièrement axées sur la recherche, consacrant à la R-D plus de 20 % de leurs investissements. Selon des études antérieures, les PME qui avaient accès au financement par capitaux propres avaient généralement plus tendance à mener des activités de R-D que les entreprises à la recherche de financement par emprunt<sup>5</sup>.

Dans l'ensemble, les propriétaires d'entreprise considéraient que des facteurs externes (comme les niveaux d'imposition et la difficulté à trouver une main-d'œuvre qualifiée) plutôt que des facteurs internes (comme la faible rentabilité ou les taux d'assurance) constituaient des obstacles à la croissance (voir le tableau 3). Les principales préoccupations pour les répondants de l'Ontario étaient le taux d'imposition (48 %) et le coût des assurances (42 %). L'accès au financement est cité moins souvent parmi les obstacles à la croissance que la plupart des autres facteurs, puisqu'il n'est mentionné que par 20 % des propriétaires de PME de la province.

<sup>5</sup> J. Baldwin, G. Gellatly et V. Gaudreault. *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises : nouveaux éléments probants provenant du Canada*, Statistique Canada, mai 2002.

**Tableau 3**  
**Obstacles perçus à la croissance et au développement des entreprises, 2004**

		PME de l'Ontario	Moyenne nationale des PME
		(%)	
<b>Facteurs externes</b>	<b>Niveaux d'imposition</b>	50	47
	<b>Trouver de la main-d'œuvre qualifiée</b>	39	37
	<b>Instabilité de la demande des consommateurs</b>	35	36
	<b>Réglementation gouvernementale</b>	34	33
<b>Facteurs internes</b>	<b>Taux d'assurance</b>	35	36
	<b>Faible rentabilité</b>	46	38
	<b>Accès au financement</b>	20	20
	<b>Compétence en gestion</b>	17	13

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.*

## ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

En 2004, 20 % des PME ontariennes ont demandé un financement externe sous une forme quelconque. Le tableau 4 donne un aperçu de l'activité en matière de financement des PME dans les grandes régions du pays en 2004. Les entrepreneurs ontariens ont présenté moins de demandes d'emprunt et de crédit-bail que les PME à l'échelle nationale.

**Tableau 4**  
**Taux de demande de financement et d'approbation, 2004**

		Colombie-Britannique	Provinces des Prairies	Ontario	Québec	Provinces de l'Atlantique	Canada
<b>Type de financement</b>		<b>(%)</b>					
<b>Emprunt</b>	<b>Taux de demande</b>	20	23	15	18	20	19
	<b>Taux d'approbation</b>	82	82	77	88	82	81
<b>Crédit-bail</b>	<b>Taux de demande</b>	4	5	2	3,2	3	3
	<b>Taux d'approbation</b>	88	99	98	97	94	96
<b>Capitaux propres</b>	<b>Taux de demande</b>	1,1	0,9	1,3	1,4	1,7	1,2
	<b>Taux d'approbation*</b>	78	—	—	—	80	—
<b>Subvention du gouvernement</b>	<b>Taux de demande</b>	1,8	6	1,5	3,1	3,9	3
	<b>Taux d'approbation</b>	—	72	72	68	80	70

\* Données non disponibles en raison de problèmes de mauvaise qualité des données ou de confidentialité.

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004.*

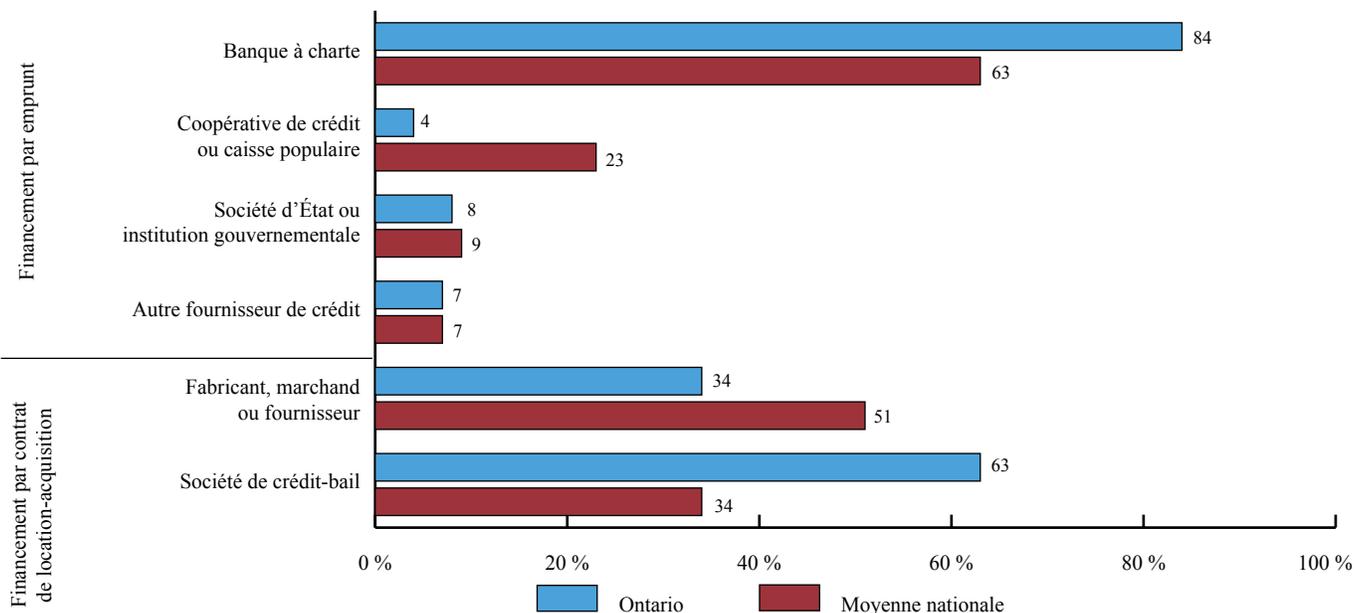
Comme l'illustre la figure 4, les demandes sont le plus souvent adressées à des banques à charte (84 %). Les demandeurs cherchaient surtout à financer des immobilisations (44 % des demandes) ou leur fonds de roulement (63 % des demandes).

Le tableau 4 présente également le taux d'approbation des demandes de prêt. Toutefois, parmi celles qui n'ont pas été approuvées, on trouve les demandes qui étaient en cours au moment de la collecte des données ainsi que les cas où les demandes ont été retirées. Après prise en compte de ces cas, un total de 15 % des demandes de prêt commercial des entreprises ontariennes ont été refusées, soit un taux plus élevé que la moyenne nationale de 12 %. Parallèlement, 63 % des PME de la province en quête de financement se disaient satisfaites du niveau général de service offert par leur établissement de crédit (par rapport à la moyenne nationale de 62 %).

Seulement 2 % des entrepreneurs ontariens ont demandé un financement par crédit-bail, et les taux d'approbation à cet égard sont du même ordre que ceux signalés dans les autres régions.

Le nombre de demandes de financement par capitaux propres était faible dans toutes les régions – moins de 2 % des entreprises ont demandé ce type de financement en 2004. Les différences entre les régions n'étaient pas statistiquement significatives.

**Figure 4**  
**Fournisseur de services de financement sollicité par les PME, selon le type de financement, 2004**



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

## CONTEXTE DU FINANCEMENT EN ONTARIO

Selon l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* effectuée en 2005 dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME, des prêts commerciaux d'une valeur d'environ 868 milliards de dollars ont été autorisés dans le cadre de près de 2 millions d'opérations à l'échelle du pays. En Ontario, des prêts commerciaux d'une valeur totale de 434 milliards de dollars ont été autorisés par les fournisseurs de services de financement dans le cadre de près de 652 000 opérations.

À l'échelle nationale, les autorisations de prêts de moins de 250 000 \$ (il est permis de penser que la plupart étaient destinés à de petites entreprises) totalisaient plus de 70 milliards de dollars et ont

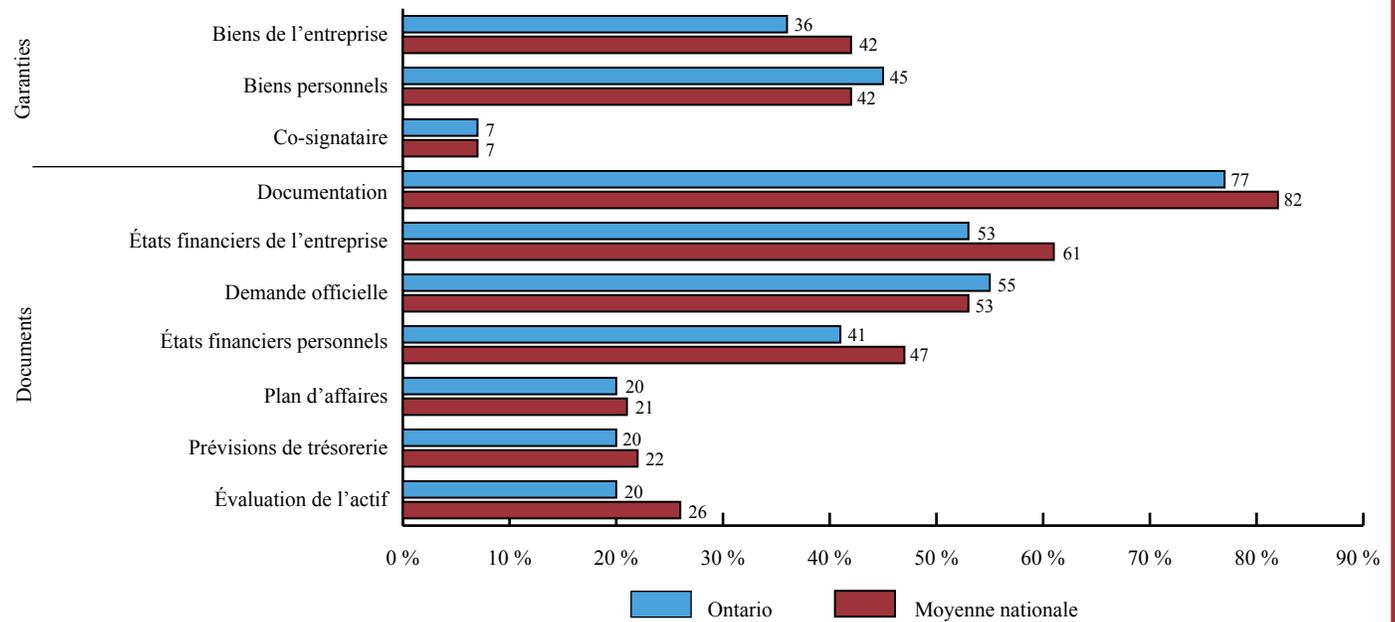
été accordées dans le cadre d'environ 1,6 million d'opérations. Sur ce total, 42 milliards de dollars n'avaient pas été remboursés à la fin de 2005<sup>6</sup>.

Plus que dans toute autre région, les PME de l'Ontario se tournent vers les banques à charte pour obtenir un financement par emprunt. Ces établissements sont privilégiés par 84 % des demandeurs de crédit, ce qui est de loin supérieur à la moyenne nationale de 63 % (voir la figure 4). Cette proportion cadre avec la composition du secteur des services financiers en Ontario. Par rapport aux autres régions, les coopératives de crédit et les caisses populaires n'ont pas joué un rôle aussi important en Ontario, ayant reçu 4 % des demandes de prêt.

Les PME de l'Ontario semblent assujetties à des exigences similaires à celles imposées aux entreprises des autres régions du pays (voir la figure 5).

<sup>6</sup> Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2005. Il convient de noter que le total des montants autorisés correspond à la somme des montants maximaux que les clients sont autorisés à emprunter auprès d'un fournisseur de services de financement. Ce montant peut différer des emprunts souscrits par les clients. L'expression « encours de la dette » désigne le capital que tous les clients ont emprunté et qu'ils n'ont pas encore remboursé.

**Figure 5**  
**Garanties et documents requis par les fournisseurs de services financiers, 2004**



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Les bailleurs de fonds de l'Ontario, principalement des banques, ont moins tendance à exiger les états financiers des propriétaires et de l'entreprise, mais exigent davantage de demandes officielles. Les bailleurs de fonds ontariens sont aussi moins susceptibles de demander un plan d'affaires et une évaluation des biens financés.

### STRUCTURE DU CAPITAL

En général, les propriétaires de PME se tournent vers des sources informelles de financement, comme les prêts personnels ou les épargnes personnelles, pour démarrer leur entreprise ou financer les activités courantes. Les figures 6 et 7 énumèrent les sources de financement utilisées en 2004 par l'entreprise moyenne de l'Ontario, en regard de l'entreprise canadienne moyenne, à l'étape du démarrage et une fois les opérations bien établies.

À l'étape du démarrage, les principales sources de capitaux pour les entreprises de l'Ontario et les autres entreprises canadiennes sont les épargnes personnelles et les instruments de crédit personnel.

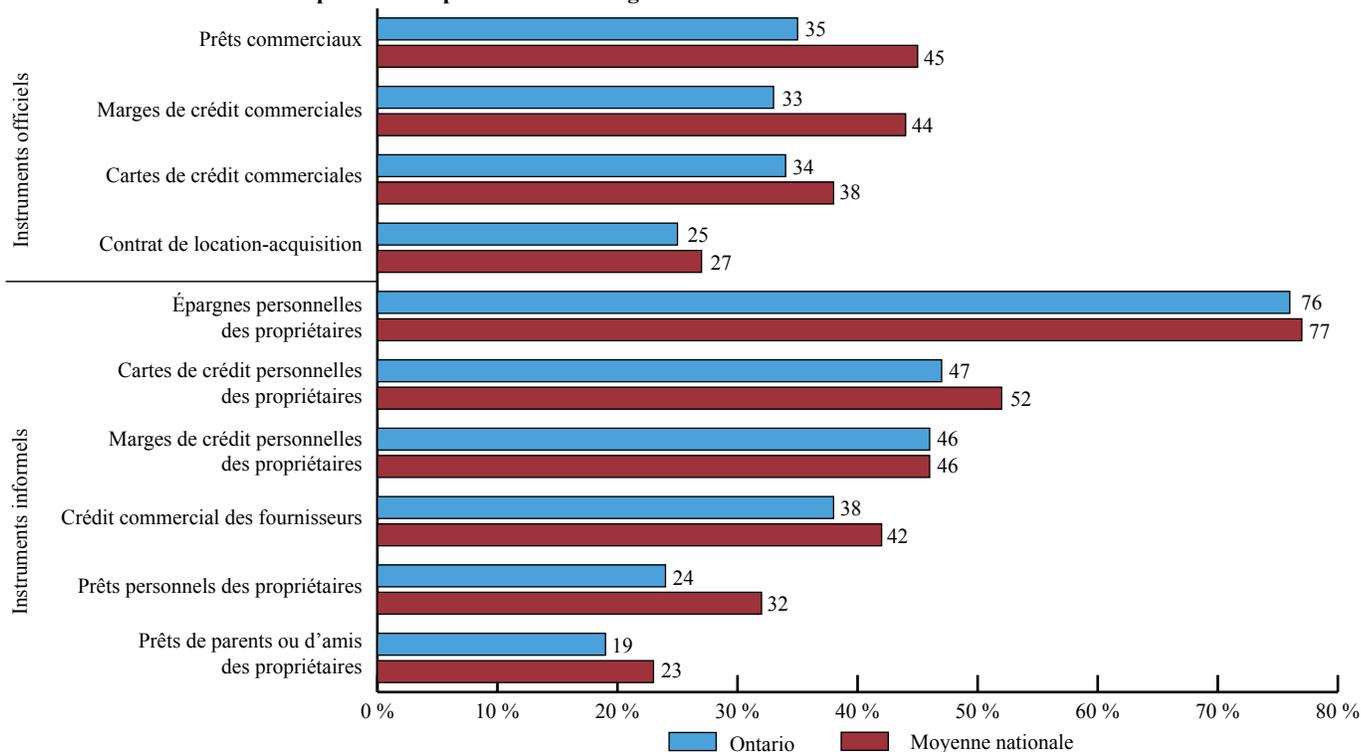
Parmi les entreprises bien établies, les établissements de l'Ontario avaient généralement autant recours que ceux des autres régions à des instruments de crédit informels, comme les bénéfices non répartis, les économies personnelles et les cartes de crédit personnelles.

### CAPITAL DE RISQUE

Le capital de risque est un moyen de financement souvent utilisé par les entreprises à forte croissance ou axées sur le savoir ou la technologie<sup>7</sup>. Il inclut l'investissement providentiel (financement par capital de risque d'un particulier ayant d'importantes valeurs nettes), les prêts des parents ou d'amis et le capital de risque officiel, ainsi que les dettes de second rang et l'appel public à l'épargne sur les marchés financiers. Les entreprises qui cherchent à obtenir du capital de risque sont généralement à l'étape du démarrage ou sont en train de mettre au point un concept ou un produit et de le lancer sur le marché. Comme ces entreprises ne produisent pas encore de recettes et manquent d'actifs, elles ont de la difficulté à avoir

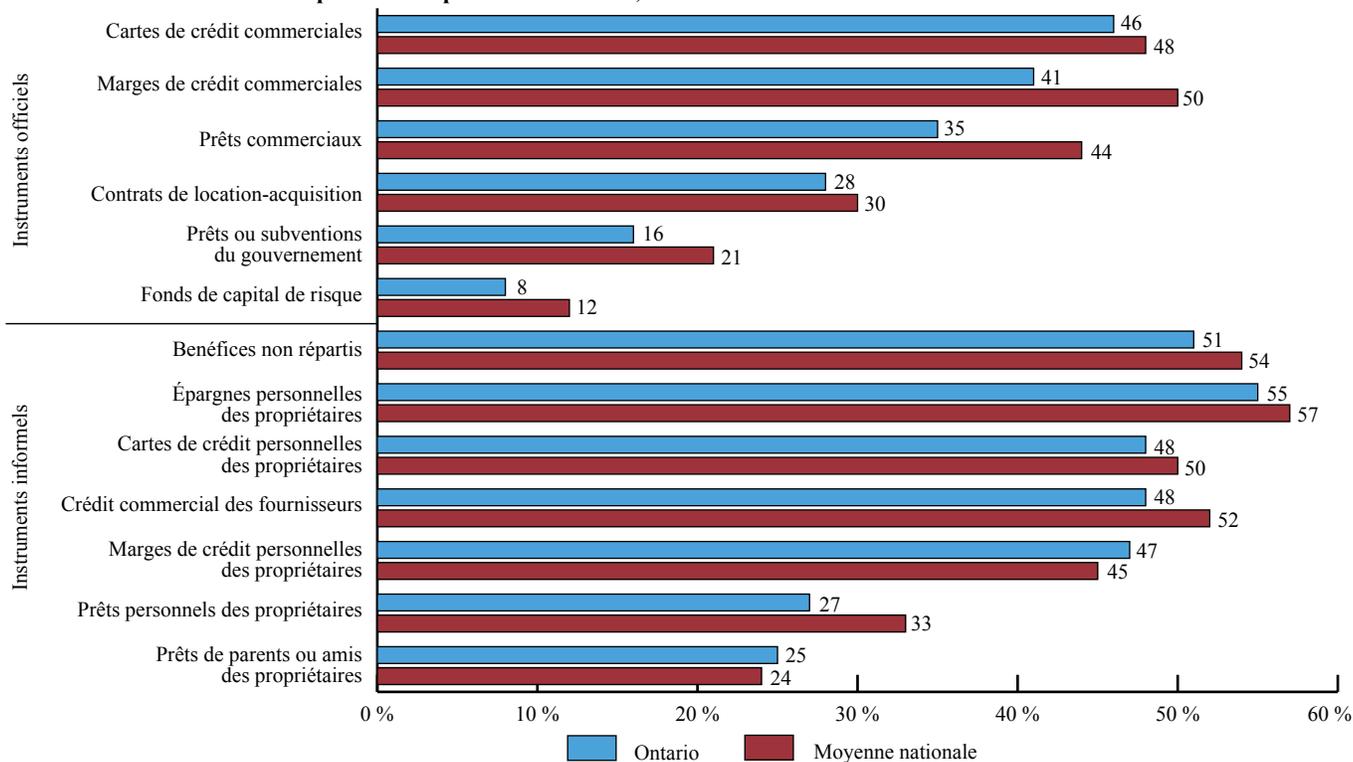
<sup>7</sup> Industrie Canada. *Marché canadien du capital de risque : Analyse des tendances et des lacunes, 1996-2002*.

**Figure 6**  
Sources de financement utilisées par les entreprises en démarrage\*



\* Le démarrage correspond à la période précédant la première vente de biens ou de services. La figure comprend toutes les sources de financement utilisées, peu importe que le financement ait été autorisé ou obtenu au cours d'une année antérieure.  
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

**Figure 7**  
Sources de financement utilisées par les entreprises bien établies, 2004\*



\* La figure comprend toutes les sources de financement utilisées, peu importe que le financement ait été autorisé ou obtenu au cours d'une année antérieure.  
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

accès au crédit<sup>8</sup>. Le capital de risque leur convient mieux, car ce moyen de financement n'exige pas de rentrée de fonds immédiate pour couvrir les remboursements. Dès lors, le capital de risque peut être particulièrement important dans le contexte de l'Ontario compte tenu de la proportion relativement élevée d'entreprises axées sur la croissance et d'entreprises du savoir effectuant beaucoup de recherche. Parmi les entreprises canadiennes qui, à une certaine étape de leur développement, ont cherché à obtenir du capital de risque :

- 23 % se sont adressées à des parents ou à des amis pour obtenir du financement;
- 22 % ont sollicité des investisseurs providentiels;
- 20 % se sont tournées vers les actionnaires actuels;
- 7 % ont communiqué avec une entreprise de capital de risque.

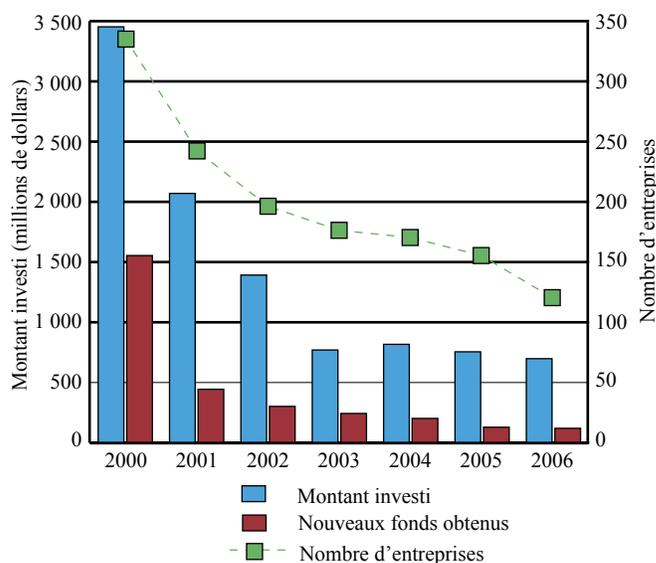
Environ 12 % des entreprises ontariennes ont bénéficié d'investissements providentiels au cours de leur exploitation, soit le taux le plus faible d'investissement providentiel de toutes les régions canadiennes. Près de 27 % des entreprises de la province ont obtenu un financement de parents ou d'amis (la proportion la plus élevée parmi les régions du pays)<sup>9</sup>.

Environ 1,3 % des entreprises de l'Ontario ont en fait cherché à obtenir un financement par capitaux propres en 2004 (voir le tableau 4). Bien que plus de 41 % des PME de l'Ontario aient l'intention de prendre de l'expansion au cours des deux prochaines années, seulement 43 % d'entre elles ont indiqué être prêtes à partager la participation dans leur entreprise pour atteindre leurs objectifs de croissance. À titre de comparaison, 46 % des entrepreneurs canadiens étaient prêts à partager la participation dans leur entreprise pour obtenir du capital de croissance.

## MARCHÉ DU CAPITAL DE RISQUE EN ONTARIO, DE 2000 À 2006

Le capital de risque est une forme d'investissement utilisée pour aider un petit nombre d'entreprises en démarrage et à forte croissance à mesure qu'elles prennent de l'expansion et dépassent l'étape du capital d'amorçage. En 2006, les sociétés de capital de risque ont investi au total 686 millions de dollars dans les entreprises ontariennes, soit 41 % du total national de 1,693 milliard de dollars. Il s'agit d'un léger recul par rapport au taux de 45 % en 2005. La figure 8 montre les tendances récentes en matière d'investissement en capital de risque en Ontario. Comme dans le reste du Canada, l'investissement en capital de risque a atteint son apogée pendant le boom technologique à la fin des années 1990, pour ensuite ralentir par suite de l'éclatement de la bulle technologique en 2000.

**Figure 8**  
Activité relative au capital de risque, en Ontario, de 2000 à 2006



Source : Thomson Financial, 2006.

<sup>8</sup> Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada. *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.

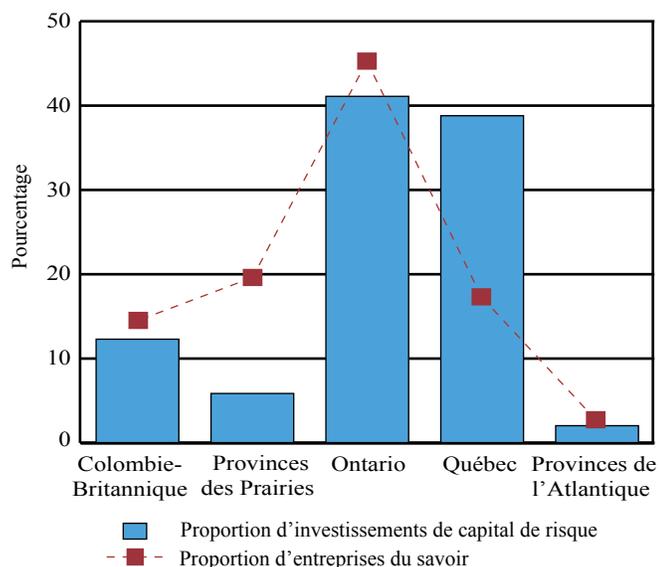
<sup>9</sup> A. Riding et B. Bélanger. *Profils de financement des petites entreprises : PME bénéficiant d'un financement informel*, Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada, septembre 2006.

La figure 9 compare la proportion d'investissements en capital de risque dans chaque grande région du pays avec sa part des entreprises du savoir. Le graphique montre que la proportion d'investissements en capital de risque de l'Ontario se compare à la place occupée par les entreprises du savoir. En revanche, la figure montre aussi que le niveau d'investissement en capital de risque au Québec est disproportionnellement important.

## RÉSUMÉ ET ANALYSE

Dans l'ensemble, le mode de financement des PME de l'Ontario est similaire à celui des autres entreprises canadiennes. Les PME de l'Ontario et du Canada sont petites, comptant généralement quatre employés ou moins et les banques à charte constituent les principaux établissements de financement par emprunt des PME. Les entreprises de l'Ontario sont légèrement plus axées sur la croissance que celles des autres provinces et plus susceptibles d'effectuer beaucoup de R-D. Elles sont également relativement plus nombreuses dans l'industrie du savoir. À l'instar de nombreuses PME canadiennes, les PME ontariennes ont recours à des sources informelles de financement, comme les économies personnelles et le crédit personnel. Si peu de PME se tournent vers le capital de risque, cette source de financement n'en demeure pas moins importante pour les PME à forte croissance et axées sur la technologie. La proportion d'entreprises ontariennes ayant recours au capital de risque correspond à la place qu'elles occupent dans l'industrie du savoir de la province.

**Figure 9**  
Répartition régionale des investissements en capital de risque, 2006



Sources : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada.  
Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004;  
Thomson Financial, 2006.

## RÉFÉRENCES

- Baldwin, J., G. Gellatly et V. Gaudreault. *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises : nouveaux éléments probants provenant du Canada*, Statistique Canada, mai 2002.
- Industrie Canada. *Marché canadien du capital de risque : Analyse des tendances et des lacunes, 1996-2002*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada. *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004*.
- Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada. *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2005*.
- RBC Groupe financier. « Les petites entreprises en tête des gains de productivité au Canada », octobre 2006.
- Riding, A. et B. Bélanger. *Profils de financement des petites entreprises : PME bénéficiant d'un financement informel*, Programme de recherche sur le financement des PME, Industrie Canada, septembre 2006.
- Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2004.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001, Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe, pour le Canada, les provinces et les territoires.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001 et n° de catalogue 88F0006XIF, Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement.
- Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0002, Produit intérieur brut, en termes de dépenses, comptes économiques provinciaux.
- Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux 282-0089 et 282-0012.
- Thomson Financial, *VC Analyst II*, 2006.

## PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE FINANCEMENT DES PME

Les *Profil de financement des petites entreprises*, qui regroupent une série d'articles portant sur des segments particuliers du marché, s'inscrivent dans le cadre des initiatives d'Industrie Canada visant à présenter des rapports sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Conformément aux recommandations formulées en 1999 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien, le Programme de recherche sur le financement des PME est un vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances, Industrie Canada cherche à broser un tableau complet du financement des petites et moyennes entreprises en publiant des données sur l'offre et la demande.

Dans le cadre du Programme, Statistique Canada mène une série d'enquêtes nationales sur les petites et moyennes entreprises (*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*) et les fournisseurs de services financiers (*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*). En complément, Industrie Canada réalise des études sur certains aspects particuliers du financement des PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux conclusions et rapports statistiques, consultez le site Web [www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca). Pour en apprendre davantage sur la méthode de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, consultez le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cet article, faites parvenir un courriel à [prfpme@ic.gc.ca](mailto:prfpme@ic.gc.ca).

### INFORMATION SUR LE DROIT D'AUTEUR

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa Ontario K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)

Tél. (appels locaux) : 613-941-5995

ATS : 1-800-465-7735

Télé. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)

Télé. (envois locaux) : 613-954-5779

Courriel : [publications@tpsgc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc.gc.ca)

Site Web : [www.publications.gc.ca](http://www.publications.gc.ca)

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimedia

Direction générale des communications et du marketing  
Industrie Canada

Bureau 264D, tour Ouest

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554

Télé. : 613-947-7155

Courriel : [production.multimedia@ic.gc.ca](mailto:production.multimedia@ic.gc.ca)

Cette publication est également disponible par voie électronique en version HTML ([www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca)).

### Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à

[copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca)

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu188-4/10-2007F-PDF

ISBN 978-0-662-07201-0

60322

Also available in English under the title *Small Business Financing Profiles – Small and Medium-Sized Enterprises in Ontario*.